

FRANÇOISE DUMONT,
présidente de la LDH

Nourrir le débat public

Après des mois et des mois d'un siège qui a fait des milliers de victimes civiles, Alep vient donc d'être reconquise par le régime de Bachar el-Assad. Les images qui nous sont parvenues ont montré une ville soumise depuis mi-novembre à un déluge permanent de bombes, aux rues jonchées de cadavres, où des victimes agonisent sous les regards impuissants de leurs familles ou des médecins. Cette reconquête est sans doute une victoire inespérée pour celui qui, il y a un an encore, semblait définitivement affaibli et aux abois.

Face au drame vécu par une population qui compte aujourd'hui des centaines de milliers de réfugiés de par le monde, essentiellement en Turquie et au Liban, la machine onusienne est restée désespérément impuissante, bloquée par les vétos récurrents de la Russie. Lorsqu'elles ont été finalement autorisées, les évacuations de civils sont demeurées suspendues au bon vouloir du régime syrien et c'est bien tardivement, le 19 décembre, que le Conseil de sécurité a décidé, à l'unanimité, de déployer des observateurs à Alep. L'adoption de cette résolution a marqué le premier signe d'unité depuis des mois entre les grandes puissances mondiales, aux prises avec un conflit qui a déjà fait plus de trois cent dix mille morts depuis mars 2011.

Car c'est bien là une des triples dimensions de ce conflit dont les enjeux sont à la fois internationaux, régionaux – notamment à travers l'implication de la Turquie – et proprement syriens.

Impuissance aussi de la Cour pénale internationale, puisque Damas n'a pas ratifié le traité fondant la Cour, qui ne peut enquêter que sur les crimes commis sur le territoire d'un de ses Etats membres ou par l'un de ses ressortissants. Faute de quoi, seul le Conseil de sécurité des Nations unies peut la saisir. Pour l'instant, seules quelques enquêtes sont ouvertes dans quelques pays

européens – dont la France –, au titre de la compétence universelle, dispositif qui permet de poursuivre les auteurs de crimes commis à l'étranger.

La question des migrants au cœur du débat politique

Tandis qu'à quelques centaines de kilomètres des frontières de la France la population d'Alep agonisait en direct, la question des migrants continuait d'agiter le pays, pour le meilleur et pour le pire. Pour le pire, ce sont les tentatives menées parfois avec succès par le Front national et des élus de droite pour faire adopter, à l'échelon local ou régional, une Charte intitulée « Ma commune sans migrants ». Pour le meilleur, ce sont ces milliers d'élus et d'anonymes qui, sur le terrain, s'enorgueillissent d'accueillir dignement celles et ceux que la guerre ou la misère ont poussés hors de chez eux. L'Appel⁽¹⁾ que la LDH a lancé en leur direction visait précisément à montrer qu'il y a, dans ce pays, des voix qui ne se résolvent pas à ternir la devise républicaine. Les habitants de la vallée de La Roya, qui se sont organisés pour accueillir et aider les réfugiés venus à pied de Vintimille, s'inscrivent dans cette démarche, et les poursuites judiciaires dont ils font l'objet n'en sont que plus scandaleuses.

Sans aucun doute cette question des migrants va-t-elle continuer de marquer les débats de la prochaine campagne électorale qui a débuté avec des primaires de droite, lesquelles ont vu triompher François Fillon. L'ancien Premier ministre a su séduire la frange la plus conservatrice de l'électorat de droite, tout en assumant un programme économique très libéral comportant de graves atteintes à la protection sociale et aux services publics. Il a rebondi sur les attentats de l'été et a offert un débouché politique aux participants de La Manif pour tous, le tout en affirmant sa volonté de développer

« Le contexte est marqué par une peur qui s’instille partout, liée à la fois aux attentats, à l’insécurité de la situation sociale, à des institutions qui peinent à garantir égalité et démocratie, à un désordre mondial qui génère injustice et guerres. »

un récit national à l’école, avec une conception de l’enseignement de l’histoire qui reviendrait à une sorte de catéchisme au service d’une identité nationale improbable. Par ailleurs, François Fillon développe une vision très monolithique de l’islam et n’envisage la lutte contre le terrorisme que sous l’angle sécuritaire.

Des sujets essentiels, complexes, dont il faut se saisir

Avant même de connaître l’ensemble des programmes qui seront portés lors des prochaines élections présidentielles et législatives, le contexte et les termes du débat qui s’engage ne peuvent que nous alarmer. Ce contexte est marqué par une peur qui s’instille partout, liée à la fois aux attentats, à l’insécurité de la situation sociale, à des institutions qui peinent à garantir égalité et démocratie, à un désordre mondial qui génère injustice et guerres. La scène publique est dominée par la démagogie et le refus de la complexité, souvent au mépris de la simple vérité.

Du changement climatique à l’Etat de droit, de notre soumission à une société de surveillance à l’exaltation

du rejet de l’Autre, de la désagrégation sociale au rôle de la politique face aux pouvoirs économiques, du besoin d’une démocratie plus inclusive face à des institutions sclérosées, de la place de notre pays dans le monde et en Europe à un besoin d’universel qui accueille la diversité des peuples : le champ des inquiétudes et des possibles est immense. Face à cela, trois questions nous semblent aujourd’hui primordiales : nos libertés, qui s’amenuisent au fur et à mesure que les pouvoirs de l’Etat se renforcent ; notre démocratie et ses institutions qui, manifestement, entraînent de moins en moins l’adhésion ; enfin, notre capacité à faire société en respectant le primat de l’unique et égale humanité. Dans les semaines qui viennent la LDH portera prioritairement ces questions dans le débat public, convaincue que le premier acteur de la démocratie, ce sont les femmes et les hommes qui vivent dans ce pays, avec leur faculté à se saisir des enjeux politiques, économiques, sociaux, et d’y apporter des réponses. ●

(1) www.ldh-france.org/je-soutiens-laccueil-des-migrants/.

Dernière minute

Attentat de Berlin : solidaires face à la barbarie

A l’heure où ces lignes sont écrites, l’auteur – ou les auteurs – de l’attentat de Berlin n’a pas encore été identifié, mais l’horreur éprouvée devant un acte, qu’aucune conviction, aucune idéologie, aucun mobile ne peuvent justifier, est toujours aussi vive. C’est d’abord aux victimes, à leurs parents et à leurs proches que la LDH pense avec colère et douleur. Une nouvelle fois, les criminels s’en sont pris à la démocratie et aux droits de l’Homme. Rester solidaires, combattre amalgames et discriminations, réaffirmer notre attachement aux libertés et à l’égalité des droits sont autant de défis que, partout dans le monde, nous devons relever.

F. D.